

de Philippe Claus,  
*inspecteur général de l'Éducation nationale,*  
*coordonnateur du dossier*

## Des choix difficiles

**P**RÉSENTER en trente-trois pages les principaux enjeux qui mobilisent l'École et tous ceux qui s'y intéressent dans notre pays est une gageure. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, depuis la Révolution de 1789, notre école, notre République et notre société sont intimement liées. Tout ce qui touche à l'une semble concerner l'autre. Ce numéro de la revue est donc par définition partiel, il ne traite que de l'enseignement scolaire, de l'école primaire à la fin du lycée ; l'enseignement supérieur n'est volontairement qu'effleuré, il justifie, à lui seul, une autre publication. Nos choix ont été, par ailleurs, guidés par la recherche de questions qui tout en étant actuelles évitaient des polémiques soit stériles, soit superficielles ou sans fondement scientifique. Ainsi le lecteur ne trouvera-t-il pas d'article consacré au collège unique, ce ne sont pas les questions de structures qui nous ont mobilisés, mais celles liées à ce qu'apprennent ou devraient réellement apprendre les élèves. Dans le même ordre d'idées, nous ne présentons pas d'articles explicitement consacrés à la scolarisation à deux ans, aux méthodes d'apprentissage de la lecture (qui fait cependant l'objet d'un témoignage), aux zones d'éducation prioritaire ou à l'enseignement professionnel. La scolarité obligatoire est par contre au cœur de nos réflexions. Elle est abordée par plusieurs angles ; celui des contenus d'enseignement étant premier. Les textes qui suivent sont des regards originaux sur cette question : celui de Claude Lelièvre, historien de l'Éducation à la Sorbonne, celui du député et ancien ministre Pierre-André Périssol, celui de Luc Ferry, ancien président du Conseil national des programmes et ancien ministre de l'Éducation nationale, accompagnés d'un état de ce que dit la nouvelle loi d'orientation et de programme. Ces articles doivent être confrontés avec une synthèse de l'expression de diverses attentes que nos concitoyens, parents d'élèves, entreprises et syndicats ont exprimées lors du débat national sur l'avenir de l'École.

La question de la justice du système scolaire est présentée par l'intermédiaire d'une question lancinante, celle du parcours des élèves, de "la distillation fractionnée" comme l'appelle François Dubet, professeur de sociologie à Bordeaux-II ou par celle que pose l'orientation présentée par René Pierre Halter, chef du service d'orientation de l'académie de Lille. Enfin, la conduite de l'École fait l'objet de la troisième partie de la publication. Après une synthèse des principales données sur les coûts et les résultats de notre grande maison par Catherine Lacronique, inspectrice d'académie et inspectrice pédagogique régionale, Bernard Toutlemonde, professeur de droit et ancien recteur et directeur, nous fait partager sa réflexion sur le pilotage par les résultats, Alain Boissinot, recteur de l'académie de Versailles et ancien directeur de cabinet, présente les conséquences de la nouvelle loi organique relative aux lois de finance sur la gestion d'une académie tandis que Jean-Claude Emin, sous-directeur, s'interroge quant au sens à donner au palmarès des établissements.

Enfin l'accusation d'immobilisme régulièrement lancée trouve échos dans les libres propos d'Antoine Warnier et dans l'article de Claude Thélot qui présida la Commission du débat national sur l'avenir de l'École.

Au moment où plusieurs lois importantes entrent en application, nous avons donné la parole à de grands témoins de l'École en France qui, à divers titres, ont une expertise reconnue. Qu'ils en soient remerciés.

n